



## Création massive d'emplois : l'environnement des affaires à améliorer

Par Les Nouvelles (<http://www.news.mada.com/author/lesnouvelles/>) sur 03/02/2015

Madagascar continue de régresser dans le classement de la Banque mondiale (BM), « Doing business 2015 ». Ce rapport de la BM est important car elle sert de référence aux investisseurs qui veulent apporter leurs capitaux à Madagascar. Si en 2013, la Grande île se situait à la 142<sup>e</sup> place, l'année suivante, elle a enregistré une chute de 6 points pour finir à la 148<sup>e</sup> place. Le dernier rapport de la BM place le pays au 163<sup>e</sup> rang.

Et pourtant, dans le contexte d'après crise et face à la pauvreté grandissante à Madagascar (92%), il est capital pour le pays de renforcer ses investissements. Outre les investissements publics, le secteur privé national d'une part, mais également l'arrivée des investissements directs étrangers (IDE) doivent également jouer leur rôle.

Le professeur Jean-Pierre Lehman, un des intervenants dans la conférence-débat, organisée conjointement par l'Iscom avec le groupe Socota, hier à l'Institut français de Madagascar (IFM) indique que « 4 facteurs sont à considérer pour un développement économique et soutenu, à savoir la gouvernance, le monde des affaires, la société et les infrastructures ».

Création de 700.000 emplois par an

Le président du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), Noro Andriamamonjirison, souligne que « la gouvernance est un élément majeur, et l'Etat a un rôle essentiel à jouer. Sans son appui, les entreprises ne peuvent pas s'épanouir ». Une entreprise qui peut aisément développer ses activités, crée aussi de nouveaux emplois. C'est un des moyens pour lutter contre la pauvreté.

Le PDG du groupe Socota, Salim Ismaïl, dresse le tableau du contexte malgache. D'après lui, « les principaux problèmes sur la lutte contre la pauvreté sont déjà identifiés, mais à Madagascar, nous n'agissons pas assez. Avec une population de 23 millions d'habitants et un taux de croissance démographique de près de 3%, il faut agir vite ».

Face à une telle situation, Salim Ismaïl souligne qu'« il est ainsi capital de créer l'environnement qui puisse permettre aux entreprises de libérer leurs capacités de création d'emplois, tout en attirant les investissements directs étrangers (IDE). En étant plus attractif, la machine de l'investissement se mettra en marche. C'est grâce à cela que l'on peut espérer la création d'environ 700.000 emplois par an ».

Effectivement, au vu des progrès opérés par d'autres pays comme le Bangladesh, le Vietnam ou encore la Chine, il n'y a pas de raison pour que Madagascar ne parvienne pas à réaliser une création massive d'emplois. Il faut donc savoir apprendre de la réussite des autres, en adaptant les conditions de succès au contexte qui prévaut.

**Noella Rakoto**